



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 23 - JANVIER 2015

SOMMAIRE

59_D D T M_ Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

| | |
|---|---|
| Arrêté N °2015021-0011 - Arrêté préfectoral portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT | 1 |
| Arrêté N °2015023-0015 - Arrêté préfectoral portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « La Truite » à THIANT | 4 |

59_Préfecture du Nord

Secrétariat général

| | |
|--|----|
| Arrêté N °2015023-0016 - Arrêté préfectoral d'enregistrement accordé au G.A.E.C. DES FERMES DE L'YSER pour l'exploitation d'un élevage porcin de 1511 animaux équivalents à WORMHOUT | 7 |
| Arrêté N °2015027-0001 - Arrêté préfectoral portant répartition des sièges des représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil régional d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale | 12 |

59_S D I S

| | |
|---|----|
| Convention N °2014322-0007 - Convention partenariat GrDF et SDIS 59 | 14 |
|---|----|

R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,

Unité territoriale de la DIRECCTE Nord- Lille

| | |
|---|----|
| Arrêté N °2014346-0013 - Arrêté portant renouvellement de l'agrément de l'accord d'entreprise 2014/2017 pour l'entreprise AUCHAN d'une période de 4 ans | 45 |
| Arrêté N °2014346-0014 - Arrêté portant agrément de l'accord d'entreprise 2013/2015 pour l'entreprise CYRILLUS d'une période de 3 ans | 47 |
| Arrêté N °2014346-0015 - Arrêté portant sur le renouvellement de l'agrément de l'accord de groupe 2014/2016 pour le groupe OXYLANE DECATHLON d'une période de 3 ans | 49 |
| Arrêté N °2014346-0016 - Arrêté portant sur le renouvellement de l'agrément de l'accord d'entreprise 2014/2017 pour les BOULANGERIES PAUL d'une période de 4 ans | 51 |
| Arrêté N °2014346-0017 - Arrêté portant agrément de l'accord d'entreprise 2014/2016 pour l'Unité Economique et Sociale (UES) HAPPYCHIC d'une période de 3 ans | 53 |
| Arrêté N °2014346-0018 - Arrêté portant agrément de l'accord d'entreprise 2013/2015 pour l'entreprise VBMAG d'une période de 3 ans | 55 |

Arrêté N °2014351-0010 - Arrêté portant renouvellement de l'agrément de l'accord
d'entreprise 2013/2015 pour la SAS Supermarchés MATCH d'une période de 2
ans 2014/2015

..... 57



PREFET DU NORD

Arrêté n °2015021-0011

signé par
Isabelle DORESSE, responsable du service Eau et Environnement

le 21 Janvier 2015

59_D D T M_ Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

Arrêté préfectoral portant agrément du
président et du trésorier de l'association agréée
de pêche et de protection du milieu aquatique
« Les Loups Pêcheurs» à
AUBERCHICOURT

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau-Environnement

Cellule Biodiversité et
changement climatique

Arrêté préfectoral portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

Vu le code de l'environnement, notamment son article R434-27 relatif à l'agrément du président et du trésorier d'une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-François CORDET, Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord et Préfet du Nord (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 2013 fixant les conditions d'agrément et les statuts-types des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 août 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe LALART, Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral de Monsieur Philippe LALART, Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord portant délégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord en date du 21 août 2014 ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 16 mars 1987, du 18 février 1992, du 27 mars 1998 et du 19 avril 1999 relatif à l'agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT ;

Vu la candidature de Monsieur LARGILLIERE Christian, en remplacement de Monsieur FOVAUX Jean-Marie pour le poste de président de l'association « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT ;

Vu la candidature de Madame NEUMANN Marianne, en remplacement de Madame FOVAUX-ZACHARIAS Roseline pour le poste de trésorière de l'association « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT ;

Considérant que les deux candidatures ont été acceptées par décision prise le 26 janvier 2014 par le conseil d'administration de ladite association ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'agrément prévu par l'article R434-27 du code de l'environnement est accordé à Monsieur LARGILLIERE Christian, en qualité de président de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT.

Article 2 - L'agrément prévu par l'article R434-27 du code de l'environnement est accordé à Madame NEUMANN Marianne, en qualité de trésorière de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT.

Article 3 - Les arrêtés préfectoraux du 16 mars 1987, du 18 février 1992, du 27 mars 1998 et du 19 avril 1999 relatif à l'agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « Les Loups Pêcheurs» à AUBERCHICOURT sont abrogés.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 5 - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et la sous-préfecture de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux intéressés, au maire de AUBERCHICOURT, ainsi qu'au président de la Fédération du Nord de Pêche et de la protection du milieu aquatique.

Fait à Lille, le 21 janvier 2015
Pour le préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
La Responsable du Service Eau et
Environnement


Isabelle DORESSE



PREFET DU NORD

Arrêté n °2015023-0015

**signé par
Isabelle DORESSE, responsable du service Eau et Environnement**

le 23 Janvier 2015

59_D D T M_ Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

Arrêté préfectoral portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN T

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau-Environnement

Cellule Biodiversité et
changement climatique

Arrêté préfectoral portant agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

Vu le code de l'environnement, notamment son article R434-27 relatif à l'agrément du président et du trésorier d'une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-François CORDET, Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord et Préfet du Nord (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 2013 fixant les conditions d'agrément et les statuts-types des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 août 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe LALART, Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral de Monsieur Philippe LALART, Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord portant délégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires et de la mer du Nord en date du 21 août 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2015 relatif à l'agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN ;

Vu la candidature de Monsieur COQUELET Jean-Luc, en remplacement de Monsieur BRASSELY Jean-Marie, président de l'association « La Truite » à THIAN ;

Vu la candidature de Monsieur DIRIX Jean-Marie pour le poste de trésorier de l'association « La Truite » à THIAN ;

Considérant que les deux candidatures ont été acceptées par décision prise le 29 novembre 2014 par le conseil d'administration de ladite association ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'agrément prévu par l'article R434-27 du code de l'environnement est accordé à Monsieur COQUELET Jean-Luc, en qualité de président de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN.

Article 2 - L'agrément prévu par l'article R434-27 du code de l'environnement est accordé à Monsieur DIRIX Jean-Marie, en qualité de trésorier de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN.

Article 3 - L'arrêté préfectoral du 20 janvier 2015 relatif à l'agrément du président et du trésorier de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « La Truite » à THIAN est abrogé.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 5 - Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord et la sous-préfecture de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux intéressés, au maire de THIAN, ainsi qu'au président de la Fédération du Nord de Pêche et de la protection du milieu aquatique.

Fait à Lille, le 23 janvier 2015
Pour le préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
La Responsable du Service Eau et
Environnement


Isabelle DORESSE



PREFET DU NORD

Arrêté n °2015023-0016

**signé par
Guillaume THIRARD, secrétaire général adjoint**

le 23 Janvier 2015

**59_Präfecture du Nord
Secrétariat général
DIPP- Direction des Politiques publiques**

Arrêté préfectoral d'enregistrement accordé au
G.A.E.C. DES FERMES DE L'YSER pour
l'exploitation d'un élevage porcin de 1511
animaux équivalents à WORMHOUT



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/Bicpe -ED

**Arrêté préfectoral d'enregistrement accordé au
G.A.E.C. DES FERMES DE L'YSER pour l'exploitation
d'un élevage porcin de 1511 animaux équivalents à
WORMHOUT**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions du code de l'environnement, notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30;

Vu le SDAGE du bassin Artois-Picardie 2010-2015, le SAGE de l'YSER et le PLU la commune de WORMHOUT ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu les deux donnés acte en date du 24 avril 2001 délivrés au GAEC DES FERMES DE L'YSER pour exploiter, sous le régime de l'autorisation, un élevage de 630 animaux-équivalents sur la commune de WORMHOUT Route de Wilder ;

Vu la demande déposée en préfecture du Nord le 6 octobre 2014 par le GAEC DES FERMES DE L'YSER pour l'enregistrement d'une installation classée d'élevage de 1511 animaux-équivalents porcs à la rubrique 2102-2 a) de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de WORMHOUT (59470) ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport en date du 10 octobre 2014 de la Directrice départementale de la protection des populations chargée des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis sur l'aspect complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement susvisé;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 octobre 2014 ordonnant l'ouverture d'une consultation du public du 24 novembre 2014 au 22 décembre 2014 inclus ;

Vu les observations du public recueillies entre le 24 novembre 2014 et 22 décembre 2014 ;

Vu l'avis du SATEGE du Nord-pas-de-Calais en date du 12 décembre 2014 sur cette demande d'enregistrement ;

Vu l'avis du Directeur départemental des territoires et de la mer, délégation territoriale des Flandres, en date du 10 décembre 2014 sur cette demande d'enregistrement ;

Vu l'avis des conseils municipaux des communes de KILLEM et HERZEELE ;

Vu le rapport et les conclusions de la Directrice départementale de la protection des populations, chargée de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2015 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Titre 1 Portée, conditions générales

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1 Exploitant, durée, péremption

Les installations, du GAEC DES FERMES DE L'YSER représenté par Messieurs Christophe et Pascal DECONINCK, dont le siège social et les installations sont situés à 59470 WORMHOUT au 987 Route de Wylder, faisant l'objet de la demande susvisée du 6 octobre 2014, sont enregistrées. Ces installations sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Chapitre 1.2 Nature et localisation des installations

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Seuil de classement | Volume | Unité de volume |
|----------|--|---------------------|--------|-----------------------------------|
| 2102-2 | Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques : a) Plus de 450 animaux-équivalents | E | 1 511 | Animaux-Équivalents (AE) Porcs |

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | Parcelles | Lieux-dits |
|------------------|------------------|---------------------|
| WORMHOUT (59470) | ZK : n° 68 et 75 | 987 Route de Wylder |

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier d'enregistrement

Article 1.3.1 Conformité au dossier déposé

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 6 octobre 2014.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au besoin, aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

Chapitre 1.4 Prescriptions techniques applicables

Article 1.4.1 Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement viennent compléter celles des actes administratifs antérieurs.

Article 1.4.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

L'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2102-2 a) Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, de plus de 450 animaux-équivalents, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques s'applique à l'établissement.

Titre 2 Délais et voies de recours. Exécution et publicité

Chapitre 2.1 Voies de recours -Exécution et publicité

Article 2.1.1 Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Article 2.1.2 Exécution et publicité

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-Préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maires de BAMBECQUE, HERZEELE, HOUTKERQUE, KILLEM, REXPOEDE, STEENE et WORMHOUT
- Directrice Départementale de la Protection des Populations,
- Chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté , qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture sera déposé à la mairie de WORMHOUT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr-rubrique ICPE – autres ICPE : agricoles, industrielles, etc - Enregistrements), et sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 23 JAN. 2015

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint


Guillaume THIRARD





PREFET DU NORD

Arrêté n °2015027-0001

**signé par
Gilles BARSACQ, secrétaire général**

le 27 Janvier 2015

**59_Präfecture du Nord
Secrétariat général
DRCT - Direction des Relations avec les Collectivités Territoriales**

Arrêté préfectoral portant répartition des sièges des représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil régional d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des relations avec les
collectivités territoriales

Bureau du contrôle de
légalité de la commande
publique et de la fonction
publique territoriale

**Arrêté préfectoral portant répartition des sièges des représentants
des fonctionnaires territoriaux au conseil régional d'orientation du
centre national de la fonction publique territoriale**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Electoral ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n°89-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 84-346 du 10 mai 1984 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, notamment son article 4 ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2015 portant répartition des sièges attribués aux organisations syndicales de fonctionnaires territoriaux au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;
Considérant que le ressort territorial du conseil régional d'orientation regroupe les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
Considérant les résultats des élections du 4 décembre 2014 des représentants du personnel territorial aux comités techniques ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – Le nombre de sièges des représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil régional d'orientation du Nord et du Pas-de-Calais est réparti comme suit :

| | |
|-----------------|-----------|
| - C.G.T : | 2 sièges. |
| - C.F.D.T : | 1 siège. |
| - F.O : | 2 sièges. |
| - U.N.S.A : | 1 siège. |
| - F.A – F.P.T : | 1 siège. |

Article 2- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord, d'un affichage en préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et dans les sous-préfectures du Nord et du Pas-de-Calais, et dont copie sera notifiée au délégué régional du Centre national de la fonction publique territoriale.

Fait à Lille, le **27 JAN. 2015**

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,


Gilles BARSACQ



PREFET DU NORD

Convention n °2014322-0007

signé par
Jean- François CORDET, préfet du Nord
Colonel Philippe VANBERSELAERT, directeur départemental des Services d'Incendie et de
Secours du Nord
Jean- Michel LASSERRE, directeur GrDF réseaux Nord- Ouest

le 18 Novembre 2014

59_S D I S

Convention partenariat GrDF et SDIS 59



CONVENTION

Entre

Monsieur Jean-François CORDET, Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du département du Nord, domicilié en préfecture à Lille,

Ci-après désigné par « Etat »

GrDF, société anonyme au capital de 1 800 000 000 euros, dont le siège social est sis 6 rue Condorcet à 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, représenté par :

M. Jean-Michel LASSERRE, Directeur réseaux Nord-Ouest, domicilié es qualité :
50 Atrium – Allée de Safed
59777 Euralille

Ci-après désigné par « GrDF »

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord
18 rue de Pas, 59000 Lille, représenté par :

Monsieur Didier MANIER, Président du Conseil d'Administration du SDIS du Nord

Ci-après désigné par « SDIS »

PREAMBULE

Afin d'assurer une meilleure préparation de tous les partenaires impliqués dans la sécurité de la distribution du gaz et d'en renforcer la maîtrise, le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et GrDF ont signé une convention nationale de partenariat le 27 avril 2009.

Cette convention a pour objet d'approfondir les liens et les relations de travail entre les partenaires, de renforcer leur préparation et leur coordination dans l'éventualité d'un incident ou accident important ou grave lié aux activités de distribution du gaz naturel, afin d'assurer la meilleure efficacité des interventions visant à la protection des personnes, des biens et de l'environnement, et la maîtrise de l'information.

Les partenaires conviennent :

- de développer la connaissance réciproque de leurs missions et organisations respectives ;
- d'organiser les réunions d'information, les formations et les exercices nécessaires.

La présente convention décline de façon opérationnelle les principes de la convention nationale sur le département du Nord.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention décline de façon opérationnelle sur le plan départemental les principes de la convention nationale précitée pour notamment renforcer la coordination des interventions et faciliter la mise en œuvre des mesures de sécurité qui s'imposent, conjointement, ou par l'une ou l'autre des deux parties.

Elle traite notamment :

- de l'organisation de la coopération en cas d'accident grave, et de la coordination des dispositifs de gestion de crise ;
- des modalités techniques d'intervention et de coordination opérationnelle avec le service départemental d'incendie et de secours ;
- des modalités d'alerte et d'information réciproque entre les unités de GrDF et les préfetures, et de maîtrise de la communication externe ;
- des formations conjointes pour les sapeurs-pompiers, et pour les gaziers ;
- de l'organisation des exercices annuels ;
- du partage par les parties intéressées, du retour d'expérience.

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE L'ETAT ET DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Les missions générales de l'Etat et du service départemental d'incendie et de secours en cas de fuite de gaz sont rappelées dans le code général des collectivités territoriales et la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004. Elles consistent, comme pour toute opération de secours, à assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Les mesures de prévention générale et notamment le commandement, la définition, la coordination et la mise en œuvre des différentes opérations de sécurité et de secours éventuelles sont assurées par le service départemental d'incendie et de secours.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE GrDF

Les obligations générales de GrDF en matière d'intervention de sécurité en cas de fuite de gaz sont définies dans le règlement de sécurité de la distribution de gaz – RSDG9 pris en application de l'article 17 de l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié. En particulier, ces obligations visent à assurer la protection des personnes et des biens en cas de fuite de gaz.

Les opérations techniques portant sur la mise en sécurité des ouvrages de distribution du gaz restent de la compétence des salariés d'intervention de GrDF qui appliquent les procédures internes prévues dans le cadre des instructions générales qu'ils ont reçues pour remplir leur mission.

ARTICLE 4 : MODALITES TECHNIQUES D'INTERVENTION ET DE COORDINATION AVEC LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)

4.1 - Qualification des appels

Les opérateurs du CTA CODIS et de l'Urgence sécurité gaz de GrDF utilisent une grille de questionnement et des critères de qualification identiques.

Si l'appel de tiers (public, entreprise de travaux...) est traité et qualifié par un opérateur CTA CODIS, ce dernier informe l'Urgence sécurité gaz de GrDF.

Si l'appel de tiers (public, entreprise de travaux...) est traité et qualifié par un opérateur de l'Urgence sécurité gaz de GrDF, ce dernier transfère l'appel au CTA CODIS.

Dès lors que les opérateurs du CTA CODIS ou de l'Urgence sécurité gaz de GrDF ont qualifié l'appel en PGR, il n'y a pas lieu de reprendre point par point la grille de questionnement aux appels du CTA-CODIS, et vice-versa.

4.2- Procédures d'intervention

La qualification des appels conduit à distinguer deux cas :

- La Procédure Gaz Classique (PGC)
- La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

La Procédure Gaz Renforcée est caractérisée par :

- des moyens plus importants que pour la Procédure Classique ;
- une mobilisation des moyens dès l'appel ;
- une préparation de la stratégie d'intervention pour la maîtrise de la sécurité du réseau dès l'alerte, par le Chef d'Exploitation ;
- un retour d'expérience systématique.

S'ils arrivent sur les lieux avant les salariés de GrDF, les sapeurs-pompiers interviennent conformément à l'article 2 ci-dessus. Dans ce cadre, ils recueillent toute information de nature à orienter les recherches et prennent si nécessaire les mesures de sécurité prévues à l'article 5 ci-après.

Le Commandant des Opérations de Secours (COS) détermine la stratégie opérationnelle et peut requalifier une procédure gaz «classique» en procédure gaz «renforcée» ou inversement, en liaison avec l'intervenant de l'opérateur de réseau de gaz

Si les salariés de GrDF arrivent sur les lieux avant le SDIS, ils interviennent conformément à l'article 3 ci-dessus. Si l'assistance du SDIS est demandée, ce dernier intervient conformément à l'article 2 ci-dessus, les opérations techniques portant sur les ouvrages de distribution de gaz restant de la compétence des salariés de GrDF.

Les éléments qui auront pu être recueillis par les représentants de l'une des parties seront communiqués aux représentants de l'autre, dès leur arrivée sur les lieux.

Dès leur arrivée sur les lieux de l'intervention, les salariés de GrDF prêtent leur concours au COS. A ce titre, ces salariés :

- a. prennent contact avec ce responsable ;
- b. si nécessaire, procèdent à la fermeture et la condamnation du (ou des) organe(s) de coupure générale de gaz du (ou des) immeuble(s) concerné(s), ou vérifient que ces opérations ont bien été réalisées par les sapeurs-pompiers, conformément à l'article 5 ci-après ;
- c. effectuent, s'il y a lieu, des prélèvements d'atmosphère pour vérifier la pertinence du périmètre d'exclusion ;
- d. assurent toutes les opérations techniques nécessaires à la mise en sécurité du réseau de distribution de gaz conformément aux décisions du Chef d'Exploitation ;
- e. toute intervention des agents de GrDF à l'intérieur du périmètre d'exclusion est subordonnée à l'accord du COS et doit viser un objectif triple :
 - Minimum d'intervenants, avec les équipements adaptés,
 - Minimum de temps d'exposition de chaque intervenant,
 - Minimum de missions des intervenants exposés.

Cas particulier :

Dans la mesure où les conditions ci-après sont réunies :

- Les COS et le salarié GrDF sont sur place ;
- La communication est établie entre le COS et le Chef d'Exploitation (CE) via le salarié GrDF ;
- Cas de PGR avéré et/ou fuite enflammée et/ou situation susceptible de présenter une évolution défavorable avant l'arrivée des renforts de GrDF ;
- La fermeture d'un ou plusieurs robinets de réseaux peut arrêter le flux gazeux ;

Alors, et suite à une décision bi-partite entre le COS et le CE, le COS peut autoriser le salarié IS à quitter les lieux de l'intervention, pour procéder à la manœuvre du ou des organes de coupure de réseaux désigné(s) par le CE. Le salarié IS pourra être accompagné par un personnel sapeur-pompier qui préserve le lien avec le COS.

4.3- Maitrise de la fuite

Dans la mesure où la situation et le risque ont été rapidement maîtrisés par une action adaptée sur un organe de sécurité gaz, le COS transmet au CTA CODIS l'information « fin de PGR-risque maîtrisé ». Le CTA CODIS transmet cette information à l'Urgence sécurité gaz

Les renforts de GrDF sont alors susceptibles de ne pas se déplacer, mais dans tous les cas un salarié GrDF se rend sur place.

4.4- Retour à la normale

La levée totale ou partielle du dispositif ne peut intervenir :

- qu'après la mise hors de danger vérifiée par l'absence de risque résiduel raisonnablement décelable à partir de prélèvements de gaz montrant l'absence de fuite résiduelle par exemple ;
- qu'avec l'accord du COS.

ARTICLE 5 : MANŒUVRE DES ROBINETS DE BRANCHEMENTS

Si la situation l'exige et si les représentants de GrDF ne sont pas arrivés sur les lieux, les sapeurs-pompiers ferment l'organe de coupure générale du gaz du ou des immeubles concernés.

Dès qu'un organe de coupure générale aura été manœuvré, un représentant des sapeurs-pompiers restera à proximité dans l'attente de l'arrivée d'un salarié de GrDF.

Aucune manœuvre d'ouverture ou de réouverture des organes de coupure ne doit être effectuée par les sapeurs-pompiers, cette opération étant du seul ressort des agents de GrDF.

Le SDIS 59 pourra disposer des clés nécessaires (cf annexe 4).

Les sapeurs-pompiers ne doivent en aucun cas manœuvrer les robinets de réseau.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES NUMERISEES MOYENNE ECHELLE

Les informations suivantes sont communiquées au SDIS 59 par GrDF sous forme numérisée, avec une mise à jour annuelle, et selon un format d'échange à définir parmi les formats d'export possibles avec les applications de GrDF :

- la position des postes de livraison et de distribution publique.

ARTICLE 7 : INFORMATION RECIPROQUE EN CAS D'EVENEMENT IMPORTANT OU GRAVE LIE AUX ACTIVITES DE DISTRIBUTION DU GAZ

Les partenaires conviennent de s'informer mutuellement dans les meilleurs délais par tout moyen (téléphone, fax, courrier électronique) lors des événements importants ou graves suivants :

- événements de toute nature liés à la distribution du gaz, ayant entraîné ou susceptibles d'entraîner mort d'homme ou blessure d'une ou plusieurs personnes (monoxyde de carbone notamment) ;
- incendies ou explosions liés au gaz (gaz naturel ou GPL) ;
- grands sinistres comportant des incidences importantes sur les installations et/ou le service public tels qu'incendies, inondations, tremblements de terre ;
- défaillances de la chaîne gazière engendrant ou susceptibles d'engendrer une interruption de fourniture de gaz de grande ampleur (plus de 5 000 clients) quelle qu'en soit l'origine : vague de froid très rigoureux, aléas de la disponibilité des installations, dommage aux ouvrages, attentats ;
- défaillances de la distribution du gaz susceptibles d'être relayées par les médias nationaux, par exemple coupures de sites très sensibles.

Les partenaires conviennent d'échanger dans ce cadre et dans le respect des obligations de confidentialité, toutes informations utiles relatives :

- à la nature de l'événement important ou grave, à ses causes, circonstances,
- à ses impacts et conséquences connus,
- au dispositif de gestion de crise déployé,
- à la durée probable de la crise,
- à une bonne maîtrise de la communication auprès des médias et du grand public.

GrDF informe le préfet et/ou ses services avec des renseignements régulièrement actualisés. Il peut être amené à désigner un correspondant qui intègre la cellule de crise mise en place par la préfecture.

Pour ce faire, ils échangent les numéros de téléphone de permanence et/ou de fax auxquels ils peuvent être contactés pendant et en dehors des heures ouvrables. L'objectif est pour chacun des partenaires de mettre à disposition de l'autre un numéro unique de crise (cf. annexe 1).

Dans ce cadre, l'annexe 5 précise les actions attendues du SDIS 59 lors du déclenchement du plan ORIGAZ (ORganisation Intervention GAZ).

ARTICLE 8 : FORMATION DES ACTEURS ET EXERCICES PERIODIQUES

8.1- Formation

Afin d'assurer une bonne information mutuelle, et une bonne connaissance réciproque des organisations, notamment pour la gestion des situations de crise, les partenaires conviennent d'organiser des séances d'information sur l'organisation interne de chaque partie pour la gestion des incidents gaz (cf. annexes 8 et 9).

Dans ce cadre, GrDF présentera son organisation, la description des réseaux de distribution de gaz locaux et les risques gaz associés. Des visites d'installations du secteur d'intervention du SDIS 59 pourront être organisées (cf. annexes 2 et 3).

Le SDIS 59 présentera son organisation et les moyens dont il dispose (cf. annexe 6).

8.2- Collaboration

GrDF collabore avec la préfecture afin d'organiser un exercice de sûreté et/ou de sécurité par an sur ses ouvrages, dans le cadre des dispositions réglementaires relevant notamment de l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié (cahier des charges RSDG9, article 6). Le programme et le calendrier ainsi que l'analyse a posteriori du déroulement, font l'objet d'un accord entre les partenaires.

ARTICLE 9 : PARTAGE ET RETOUR D'EXPERIENCE

Les partenaires conviennent d'organiser périodiquement et a minima une fois par an, selon des modalités à convenir localement, des réunions de partage sur le retour d'expérience issu du traitement des interventions les plus significatives et des exercices réalisés en commun, la formation, les matériels d'intervention...

Dans ce cadre, les partenaires s'engagent à fournir tous les éléments factuels nécessaires à cette analyse à l'occasion de ces réunions.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois partenaires.

Les partenaires s'engagent à communiquer entre eux, de façon régulière et dans les meilleurs délais, toutes informations permettant de mettre à jour les éléments nécessaires à la bonne application de la convention (modifications d'adresse, de numéros de téléphone, etc.).

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention, qui annule et remplace la convention signée le 01/09/2011, est conclue pour deux (2) ans.

Les partenaires pourront y mettre fin, sans qu'il y ait matière à recours, un mois après dénonciation envoyée par télécopie, courrier électronique ou lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

Chaque partenaire s'engage à ne pas divulguer toute information confidentielle concernant l'autre partenaire dont il aurait eu connaissance dans le cadre de la présente convention et à ne pas en faire usage à d'autres fins que celles spécifiées dans la présente convention, pendant toute la durée de la convention à compter de sa signature et pour une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celle-ci pour quelque cause que ce soit.

Le présent article ne s'applique qu'aux informations qui revêtent un caractère confidentiel, spécifiées comme telles par le partenaire qui les détient.

ARTICLE 13 : MARQUES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les partenaires s'interdisent de faire référence, d'utiliser ou de reproduire, sur quelque support que ce soit ou par quelque procédé que ce soit, les marques et/ou logos appartenant directement ou indirectement à l'un d'eux, sans l'accord préalable et écrit de l'autre.

Lorsque l'autorisation de reproduction des marques et/ou logos sera donnée par GrDF, l'Etat s'engage à reproduire cette marque et/ou ce logo en respectant la charte graphique de GrDF qui lui sera alors communiquée. Pour être valable, cette autorisation devra résulter d'un accord écrit de GrDF.

Tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle auxquels pourraient donner lieu les conceptions et inventions créées par GrDF (ci-après les Créations) dans le cadre de l'exécution de sa mission ou de celle du partenaire (notamment fichiers de presse, communiqués de presse, maquettes, esquisses, projets, illustrations, typons, masters et tous éléments créés par GrDF) sont la propriété exclusive de GrDF, sous réserve des droits éventuels de tiers.

Lesdits droits comprennent les droits de reproduction, de représentation, d'utilisation, d'exploitation, d'adaptation et de traduction des Créations pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que prévue à l'article L.123-1 du code de la propriété intellectuelle en vigueur sur le territoire français sur l'ensemble des supports existants et à venir.

GrDF s'engage à exploiter les créations en conformité avec la législation en vigueur, et en particulier avec les dispositions du code de la propriété intellectuelle et notamment celles relatives aux droits d'auteur, aux droits voisins, au droit des dessins et modèles ainsi qu'au droit des marques.

ARTICLE 14 : LITIGES

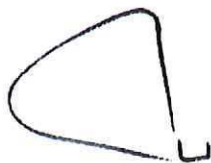
En cas de difficulté pour l'application des présentes, les partenaires acceptent le principe de se rapprocher et de négocier préalablement à toute décision de résiliation. A défaut d'accord formalisé, le partenaire qui le souhaite pourra mettre fin à la présente convention selon les dispositions de l'article 11.

ARTICLE 15 : DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes.

Fait à Lille, le 18 novembre 2014

Le Préfet
du département du Nord,



Le Préfet,
Jean-François CORDET

Pour le Président
du SDIS du Nord
et par délégation



Le Directeur Départemental des
Services d'Incendie et de Secours
du Nord,
Colonel Philippe VANBERSELAERT

Le Directeur
GrDF réseaux Nord-Ouest



Jean-Michel LASSERRE

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des numéros de téléphone/fax de permanence des services de la préfecture, du SDIS et des permanences territoriales de GrDF (via l'USG GrDF)

Numéros d'appels dédiés entre le CTA-CODIS 59 et le CAD d'ERDF GrDF

Le numéro d'appel unique de la préfecture du Nord est le :

03 20 30 59 59

Le numéro d'appel spécialisé à l'usage exclusif des services d'incendie et de secours est le

0810 314 018

Le numéro d'appel unique du SDIS 59 (CODIS) à l'usage d'ERDF-GrDF est le :

03 20 12 29 18

Annexe 2 : Liste des communes desservies en gaz naturel à la date d'établissement de la présente convention, avec le n° de téléphone du BEX correspondant en joindre en cas d'indisponibilité de l'USG

| BEX Cap Ouest - 0320117998 | | | | | |
|----------------------------|-------------|---------------------|-------|-------|---------------------|
| Code INSEE | Code Postal | Commune | | | |
| 59016 | 59380 | ARMBOUTS CAPPEL | 59309 | 59122 | HONDSCHOOTE |
| 59018 | 59285 | ARNEKE | 59319 | 59492 | HOYMILLE |
| 59043 | 59270 | BAILLEUL | 59326 | 59122 | KILLEM |
| 59054 | 59670 | BAVINCHOVE | 59340 | 59495 | LEFFRINCKOUCKE |
| 59067 | 59380 | BERGUES | 59359 | 59279 | LOON PLAGE |
| 59073 | 59270 | BERTHEN | 59399 | 59270 | MERRIS |
| 59082 | 59380 | BIERNE | 59400 | 59660 | MERVILLE |
| 59084 | 59173 | BLARINGHEM | 59401 | 59270 | METEREN |
| 59086 | 59299 | BOESCHEPE | 59404 | 59122 | LES MOERES |
| 59089 | 59470 | BOLLEZEELE | 59416 | 59190 | MORBECQUE |
| 59091 | 59190 | BORRE | 59423 | 59940 | NEUF BERQUIN |
| 59094 | 59630 | BOURBOURG | 59433 | 59143 | NIEURLET |
| 59107 | 59123 | BRAY DUNES | 59436 | 59670 | NOORDPEENE |
| 59110 | 59630 | BROUCKERQUE | 59443 | 59670 | OCHEZEELE |
| 59120 | 59190 | CAESTRE | 59454 | 59670 | OXELAERE |
| 59131 | 59180 | CAPPELLE LA GRANDE | 59463 | 59284 | PITGAM |
| 59135 | 59670 | CASSEL | 59478 | 59380 | QUAEDYPRE |
| 59154 | 59380 | COUDEKERQUE | 59497 | 59173 | REnescure |
| 59155 | 59210 | COUDEKERQUE BRANCHE | 59532 | 59820 | ST GEORGES SUR L AA |
| 59159 | 59279 | CRAYWICK | 59535 | 59270 | ST JANS CAPPEL |
| 59183 | 59140 | DUNKERQUE | 59536 | 59670 | STE MARIE CAPPEL |
| 59183 | 59240 | DUNKERQUE | 59538 | 59143 | ST MOMELIN |
| 59183 | 59640 | DUNKERQUE | 59540 | 59430 | ST POL SUR MER |
| 59189 | 59114 | EECKE | 59546 | 59114 | ST SYLVESTRE CAPPEL |
| 59210 | 59470 | ESQUELBECQ | 59570 | 59380 | SOCX |
| 59212 | 59940 | ESTAIRES | 59576 | 59380 | SPYCKER |
| 59237 | 59270 | FLETRE | 59578 | 59189 | STEENBECQUE |
| 59248 | 59430 | FORT MARDYCK | 59579 | 59380 | STEENE |
| 59260 | 59254 | GHYVELDE | 59580 | 59114 | STEENVOORDE |
| 59262 | 59270 | GODEWAERSVELDE | 59581 | 59181 | STEENWERCK |
| 59268 | 59253 | LA GORGUE | 59582 | 59270 | STRAZEELE |
| 59271 | 59760 | GRANDE SYNTHE | 59587 | 59114 | TERDEGHEM |
| 59272 | 59153 | GRAND FORT PHILIPPE | 59588 | 59229 | TETEGHEM |
| 59273 | 59820 | GRAVELINES | 59605 | 59229 | UXEM |
| 59293 | 59660 | HAVERSKERQUE | 59615 | 59232 | VIEUX BERQUIN |
| 59295 | 59190 | HAZEBROUCK | 59634 | 59190 | WALLON CAPPEL |
| 59305 | 59470 | HERZEELE | 59641 | 59380 | WARHEM |
| 59307 | 59143 | HOLQUE | 59647 | 59143 | WATTEN |
| 59308 | 59190 | HONDEGHEM | 59663 | 59470 | WORMHOUT |
| | | | 59666 | 59470 | ZEGERSCAPPEL |
| | | | 59668 | 59123 | ZUYDCOOTE |

BEX Lille Métropole - 0320117988

| Code INSEE | Code Postal | Commune |
|------------|-------------|---------------------------|
| 59009 | 59650 | VILLENEUVE D ASCQ |
| 59009 | 59493 | VILLENEUVE D ASCQ |
| 59009 | 59491 | VILLENEUVE D ASCQ |
| 59013 | 59152 | ANSTAING |
| 59017 | 59280 | ARMENTIERES |
| 59025 | 59249 | AUBERS |
| 59044 | 59780 | BAISIEUX |
| 59056 | 59134 | BEAUCAMPS LIGNY |
| 59088 | 59280 | BOIS GRENIER |
| 59090 | 59910 | BONDUES |
| 59096 | 59830 | BOURGHELLES |
| 59098 | 59166 | BOUSBECQUE |
| 59106 | 59830 | BOUVINES |
| 59124 | 59780 | CAMPHIN EN PEVELE |
| 59128 | 59160 | CAPINGHEM |
| 59143 | 59930 | LA CHAPELLE D ARMENTIERES |
| 59146 | 59152 | CHERENG |
| 59152 | 59560 | COMINES |
| 59163 | 59170 | CROIX |
| 59168 | 59830 | CYSOING |
| 59173 | 59890 | DEULEMONT |
| 59193 | 59320 | EMMERIN |
| 59195 | 59320 | ENGLOS |
| 59196 | 59320 | ENNETIERES EN WEPPE |
| 59201 | 59320 | ERQUINGHEM LE SEC |
| 59202 | 59193 | ERQUINGHEM LYS |
| 59208 | 59320 | ESCOBECQUES |
| 59220 | 59155 | FACHES THUMESNIL |
| 59247 | 59510 | FOREST SUR MARQUE |
| 59250 | 59134 | FOURNES EN WEPPE |
| 59252 | 59236 | FRELINGHIEN |
| 59256 | 59273 | FRETIN |
| 59257 | 59249 | FROMELLES |
| 59275 | 59152 | GRUSON |
| 59278 | 59320 | HALLENES LEZ HAUBOURDIN |
| 59279 | 59250 | HALLUIN |
| 59286 | 59320 | HAUBOURDIN |
| 59299 | 59510 | HEM |
| 59303 | 59134 | HERLIES |
| 59316 | 59263 | HOUPLIN ANCOISNE |
| 59317 | 59116 | HOUPLINES |
| 59328 | 59130 | LAMBERSART |
| 59332 | 59390 | LANNOY |
| 59339 | 59115 | LEERS |
| 59343 | 59810 | LESQUIN |
| 59346 | 59260 | LEZENNES |
| 59350 | 59160 | LILLE |
| 59350 | 59777 | LILLE |
| 59350 | 59260 | LILLE |
| 59350 | 59800 | LILLE |
| 59350 | 59000 | LILLE |
| 59352 | 59126 | LINSELLES |
| 59355 | 59160 | LOMME |
| 59356 | 59840 | LOMPRET |
| 59360 | 59120 | LOOS |
| 59364 | 59830 | LOUVIL |
| 59367 | 59390 | LYS LEZ LANNOY |
| 59368 | 59110 | LA MADELEINE |
| 59371 | 59134 | LE MAISNIL |
| 59378 | 59700 | MARCQ EN BAROEUL |
| 59386 | 59520 | MARQUETTE LEZ LILLE |
| 59410 | 59370 | MONS EN BAROEUL |
| 59421 | 59420 | MOUVAUX |
| 59426 | 59960 | NEUVILLE EN FERRAIN |
| 59431 | 59850 | NIEPPE |
| 59437 | 59139 | NOYELLES LES SECLIN |
| 59457 | 59840 | PERENCHIES |
| 59458 | 59273 | PERONNE EN MELANTOIS |
| 59470 | 59840 | PREMESQUES |
| 59482 | 59890 | QUESNOY SUR DEULE |
| 59487 | 59320 | RADINGHEM EN WEPPE |
| 59507 | 59790 | RONCHIN |
| 59508 | 59223 | RONCQ |
| 59512 | 59100 | ROUBAIX |
| 59522 | 59390 | SAILLY LEZ LANNOY |
| 59523 | 59262 | SAINGHIN EN MELANTOIS |
| 59527 | 59350 | ST ANDRE LEZ LILLE |
| 59553 | 59211 | SANTES |
| 59560 | 59113 | SECLIN |
| 59566 | 59320 | SEQUEDIN |
| 59585 | 59175 | TEMPLÉMARS |
| 59598 | 59390 | TOUFFLERS |
| 59599 | 59200 | TOURCOING |
| 59602 | 59152 | TRESSIN |
| 59609 | 59175 | VENDEVILLE |
| 59611 | 59237 | VERLINGHEM |
| 59636 | 59118 | WAMBRECHIES |
| 59638 | 59830 | WANNEHAIN |
| 59643 | 59560 | WARNETON |
| 59646 | 59290 | WASQUEHAL |
| 59648 | 59139 | WATTIGNIES |
| 59650 | 59150 | WATTRELOS |
| 59656 | 59117 | WERVICQ SUD |
| 59658 | 59134 | WICRES |
| 59660 | 59780 | WILLEMS |

| Code INSEE | Code Postal | Commune |
|------------|-------------|-------------------------|
| 59001 | 59268 | ABANCOURT |
| 59002 | 59215 | ABSCON |
| 59003 | 59149 | AIBES |
| 59004 | 59310 | AIX |
| 59005 | 59251 | ALLENES LES MARAIS |
| 59007 | 59194 | ANHIERS |
| 59008 | 59580 | ANICHE |
| 59010 | 59400 | ANNEUX |
| 59011 | 59112 | ANNOEULLIN |
| 59012 | 59186 | ANOR |
| 59014 | 59410 | ANZIN |
| 59015 | 59151 | ARLEUX |
| 59019 | 59269 | ARTRES |
| 59021 | 59600 | ASSEVENT |
| 59022 | 59551 | ATTICHES |
| 59023 | 59265 | AUBENCHEUL AU BAC |
| 59024 | 59165 | AUBERCHICOURT |
| 59026 | 59265 | AUBIGNY AU BAC |
| 59027 | 59494 | AUBRY DU HAINAUT |
| 59028 | 59950 | AUBY |
| 59029 | 59310 | AUCHY LEZ ORCHIES |
| 59031 | 59570 | AUDIGNIES |
| 59032 | 59300 | AULNOY LEZ VALENCIENNES |
| 59033 | 59620 | AULNOYE AYMERIES |
| 59034 | 59710 | AVELIN |
| 59035 | 59440 | AVESNELLES |
| 59036 | 59440 | AVESNES SUR HELPE |
| 59037 | 59129 | AVESNES LES AUBERT |
| 59038 | 59296 | AVESNES LE SEC |
| 59039 | 59400 | AWOINGT |
| 59041 | 59138 | BACHANT |
| 59042 | 59830 | BACHY |
| 59047 | 59266 | BANTEUX |
| 59048 | 59554 | BANTIGNY |
| 59049 | 59266 | BANTOUZELLE |
| 59050 | 59440 | BAS LIEU |
| 59051 | 59480 | LA BASSEE |
| 59052 | 59221 | BAUVIN |
| 59053 | 59570 | BAVAY |
| 59055 | 59360 | BAZUEL |
| 59057 | 59530 | BEAUDIGNIES |
| 59058 | 59330 | BEAUFORT |
| 59059 | 59540 | BEAUMONT EN CAMBRESIS |
| 59063 | 59157 | BEAUVOIS EN CAMBRESIS |
| 59064 | 59135 | BELLAING |
| 59065 | 59570 | BELLIGNIES |
| 59068 | 59145 | BERLAIMONT |
| 59069 | 59213 | BERMERAIN |
| 59071 | 59235 | BERSEE |

| | | |
|-------|-------|-------------------------|
| 59072 | 59600 | BERSILLIES |
| 59074 | 59980 | BERTRY |
| 59075 | 59540 | BETHENCOURT |
| 59076 | 59600 | BETTIGNIES |
| 59078 | 59216 | BEUGNIES |
| 59079 | 59192 | BEUVRAGES |
| 59080 | 59310 | BEUVRY LA FORET |
| 59081 | 59217 | BEVILLERS |
| 59085 | 59268 | BLECOURT |
| 59092 | 59111 | BOUCHAIN |
| 59097 | 62147 | BOURSIES |
| 59099 | 59222 | BOUSIES |
| 59100 | 59178 | BOUSIGNIES |
| 59102 | 59217 | BOUSSIERES EN CAMBRESIS |
| 59103 | 59330 | BOUSSIERES SUR SAMBRE |
| 59104 | 59168 | BOUSSOIS |
| 59105 | 59870 | BOUVIGNIES |
| 59108 | 59730 | BRIASTRE |
| 59109 | 59178 | BRILLON |
| 59112 | 59860 | BRUAY SUR L ESCAUT |
| 59113 | 59490 | BRUILLE LEZ MARCHIENNES |
| 59114 | 59199 | BRUILLE ST AMAND |
| 59115 | 59151 | BRUNEMONT |
| 59116 | 59144 | BRY |
| 59117 | 59151 | BUGNICOURT |
| 59118 | 59137 | BUSIGNY |
| 59121 | 59161 | CAGNONCLES |
| 59122 | 59400 | CAMBRAI |
| 59123 | 59133 | CAMPHIN EN CAREMBAULT |
| 59125 | 59267 | CANTAING SUR ESCAUT |
| 59126 | 59169 | CANTIN |
| 59127 | 59213 | CAPELLE |
| 59129 | 59242 | CAPELLE EN PEVELE |
| 59132 | 59217 | CARNIERES |
| 59133 | 59112 | CARNIN |
| 59136 | 59360 | LE CATEAU CAMBRESIS |
| 59137 | 59360 | CATILLON SUR SAMBRE |
| 59138 | 59217 | CATTENIERES |
| 59139 | 59540 | CAUDRY |
| 59140 | 59191 | CAULLERY |
| 59141 | 59400 | CAUROIR |
| 59142 | 59680 | CERFONTAINE |
| 59144 | 59230 | CHATEAU L ABBAYE |
| 59145 | 59147 | CHEMY |
| 59149 | 59225 | CLARY |
| 59150 | 59830 | COBRIEUX |
| 59151 | 59680 | COLLERET |
| 59153 | 59163 | CONDE SUR L ESCAUT |
| 59156 | 59552 | COURCHELETTES |
| 59157 | 59149 | COUSOLRE |
| 59158 | 59310 | COUTICHES |

| | | | | | |
|-------|-------|-------------------------|-------|-------|-----------------------|
| 59160 | 59154 | CRESPIN | 59242 | 59550 | FONTAINE AU BOIS |
| 59161 | 59258 | CREVECOEUR SUR L ESCAUT | 59243 | 59157 | FONTAINE AU PIRE |
| 59164 | 59222 | CROIX CALUYAU | 59244 | 59400 | FONTAINE NOTRE DAME |
| 59165 | 59553 | CUINCY | 59246 | 59222 | FOREST EN CAMBRESIS |
| 59166 | 59990 | CURGIES | 59249 | 59610 | FOURMIES |
| 59167 | 59268 | CUVILLERS | 59251 | 59530 | FRASNOY |
| 59170 | 59187 | DECHY | 59253 | 59970 | FRESNES SUR ESCAUT |
| 59172 | 59220 | DENAIN | 59254 | 59234 | FRESSAIN |
| 59175 | 59216 | DIMONT | 59255 | 59268 | FRESSIES |
| 59176 | 62147 | DOIGNIES | 59258 | 59242 | GENECH |
| 59177 | 59440 | DOMPIERRE SUR HELPE | 59259 | 59530 | GHISSIGNIES |
| 59178 | 59500 | DOUAI | 59261 | 59132 | GLAGEON |
| 59179 | 59282 | DOUCHY LES MINES | 59263 | 59169 | GOEULZIN |
| 59181 | 59440 | DOURLERS | 59264 | 59600 | GOGNIES CHAUSSEE |
| 59185 | 59176 | ECAILLON | 59265 | 59144 | GOMMEGNIES |
| 59187 | 59330 | ECLAIBES | 59266 | 59147 | GONDECOURT |
| 59190 | 59600 | ELESMES | 59267 | 59231 | GONNELIEU |
| 59191 | 59127 | ELINCOURT | 59269 | 59231 | GOUZEAUCOURT |
| 59192 | 59580 | EMERCHICOURT | 59274 | 59360 | LA GROISE |
| 59194 | 59530 | ENGLEFONTAINE | 59276 | 59287 | GUESNAIN |
| 59197 | 59710 | ENNEVELIN | 59277 | 59570 | GUSSIGNIES |
| 59198 | 59132 | EPPE SAUVAGE | 59280 | 59151 | HAMEL |
| 59199 | 59169 | ERCHIN | 59281 | 59496 | HANTAY |
| 59203 | 59171 | ERRE | 59283 | 59138 | HARGNIES |
| 59204 | 59213 | ESCARMAIN | 59284 | 59178 | HASNON |
| 59205 | 59124 | ESCAUDAIN | 59285 | 59198 | HASPRES |
| 59206 | 59161 | ESCAUDOEUVRES | 59288 | 59121 | HAULCHIN |
| 59207 | 59278 | ESCAUTPONT | 59289 | 59294 | HAUSSY |
| 59211 | 59553 | ESQUERCHIN | 59290 | 59440 | HAUT LIEU |
| 59213 | 59400 | ESTOURMEL | 59291 | 59330 | HAUTMONT |
| 59214 | 59151 | ESTREES | 59292 | 59255 | HAVELUY |
| 59215 | 59990 | ESTREUX | 59294 | 59268 | HAYNECOURT |
| 59216 | 59161 | ESWARS | 59296 | 59530 | HECQ |
| 59217 | 59144 | ETH | 59297 | 59171 | HELESMES |
| 59218 | 59219 | ETROEUNGT | 59300 | 59247 | HEM LENGLET |
| 59219 | 59295 | ESTRUN | 59301 | 59199 | HERGNIES |
| 59221 | 59300 | FAMARS | 59302 | 59195 | HERIN |
| 59222 | 59310 | FAUMONT | 59304 | 59147 | HERRIN |
| 59224 | 59247 | FECHAIN | 59310 | 59570 | HON HERGIES |
| 59225 | 59750 | FEIGNIES | 59311 | 59980 | HONNECHY |
| 59226 | 59740 | FELLERIES | 59312 | 59266 | HONNECOURT SUR ESCAUT |
| 59227 | 59179 | FENAIN | 59313 | 59111 | HORDAIN |
| 59228 | 59169 | FERIN | 59314 | 59171 | HORNAING |
| 59229 | 59610 | FERON | 59315 | 59570 | HOUDAIN LEZ BAVAY |
| 59230 | 59680 | FERRIERE LA GRANDE | 59320 | 59480 | ILLIES |
| 59231 | 59680 | FERRIERE LA PETITE | 59321 | 59540 | INCHY |
| 59233 | 59440 | FLAUMONT WAUDRECHIES | 59322 | 59141 | IWUY |
| 59234 | 59128 | FLERS EN ESCREBIEUX | 59323 | 59144 | JENLAIN |
| 59236 | 59267 | FLESQUIERES | 59324 | 59460 | JEUMONT |
| 59238 | 59158 | FLINES LES MORTAGNE | 59325 | 59530 | JOLIMETZ |
| 59239 | 59148 | FLINES LEZ RACHES | 59327 | 59167 | LALLAING |

| | | | | | |
|-------|-------|------------------------|-------|-------|-----------------------|
| 59329 | 59552 | LAMBRES LEZ DOUAI | 59415 | 59227 | MONTRECOURT |
| 59330 | 59310 | LANDAS | 59418 | 59158 | MORTAGNE DU NORD |
| 59331 | 59550 | LANDRECIES | 59419 | 59310 | MOUCHIN |
| 59333 | 59219 | LAROUILLIES | 59422 | 59161 | NAVES |
| 59334 | 59553 | LAUWIN PLANQUE | 59424 | 59330 | NEUF MESNIL |
| 59335 | 59226 | LECELLES | 59427 | 59239 | LA NEUVILLE |
| 59336 | 59259 | LECLUSE | 59428 | 59554 | NEUVILLE ST REMY |
| 59341 | 59258 | LESDAIN | 59429 | 59293 | NEUVILLE SUR ESCAUT |
| 59342 | 59740 | LEZ FONTAINE | 59430 | 59360 | NEUVILLY |
| 59344 | 59620 | LEVAL | 59432 | 59400 | NIERGNIES |
| 59345 | 59287 | LEWARDE | 59434 | 59230 | NIVELLE |
| 59347 | 59740 | LIESSIES | 59435 | 59310 | NOMAIN |
| 59348 | 59111 | LIEU ST AMAND | 59438 | 59159 | NOYELLES SUR ESCAUT |
| 59349 | 59191 | LIGNY EN CAMBRESIS | 59440 | 59282 | NOYELLES SUR SELLE |
| 59351 | 59330 | LIMONT FONTAINE | 59441 | 59570 | OBIES |
| 59354 | 59182 | LOFFRE | 59444 | 59970 | ODOMEZ |
| 59357 | 59570 | LA LONGUEVILLE | 59445 | 59132 | OHAIN |
| 59361 | 59156 | LOURCHES | 59446 | 59195 | OISY |
| 59363 | 59530 | LOUVIGNIES QUESNOY | 59447 | 59264 | ONNAING |
| 59365 | 59720 | LOUVROIL | 59449 | 59310 | ORCHIES |
| 59369 | 59233 | MAING | 59450 | 59360 | ORS |
| 59370 | 59600 | MAIRIEUX | 59451 | 59530 | ORSINVAL |
| 59372 | 59127 | MALINCOURT | 59452 | 59162 | OSTRICOURT |
| 59374 | 59440 | MARBAIX | 59455 | 59295 | PAILLENCOURT |
| 59375 | 59870 | MARCHIENNES | 59456 | 59146 | PECQUENCOURT |
| 59377 | 59159 | MARCOING | 59459 | 59494 | PETITE FORET |
| 59379 | 59252 | MARCQ EN OSTREVENT | 59462 | 59133 | PHALEMPIN |
| 59381 | 59990 | MARESCHES | 59464 | 59218 | POIX DU NORD |
| 59382 | 59238 | MARETZ | 59465 | 59360 | POMMEREUIL |
| 59383 | 59770 | MARLY | 59466 | 59710 | PONT A MARCQ |
| 59384 | 59550 | MAROILLES | 59467 | 59138 | PONT SUR SAMBRE |
| 59385 | 59164 | MARPENT | 59468 | 59530 | POTELLE |
| 59387 | 59252 | MARQUETTE EN OSTREVANT | 59471 | 59990 | PRESEAU |
| 59388 | 59274 | MARQUILLIES | 59472 | 59288 | PREUX AU BOIS |
| 59389 | 59241 | MASNIERES | 59473 | 59144 | PREUX AU SART |
| 59390 | 59176 | MASNY | 59475 | 59121 | PROUVY |
| 59391 | 59172 | MASTAING | 59476 | 59267 | PROVILLE |
| 59392 | 59600 | MAUBEUGE | 59477 | 59185 | PROVIN |
| 59393 | 59158 | MAULDE | 59479 | 59243 | QUAROUBLE |
| 59394 | 59980 | MAUROIS | 59480 | 59269 | QUERENAING |
| 59396 | 59570 | MECQUIGNIES | 59481 | 59530 | LE QUESNOY |
| 59398 | 59710 | MERIGNIES | 59483 | 59680 | QUIEVELON |
| 59403 | 59178 | MILLONFOSSE | 59484 | 59920 | QUIEVRECHAIN |
| 59405 | 62147 | MOEUVRES | 59485 | 59214 | QUIEVY |
| 59407 | 59224 | MONCHAUX SUR ECAILLON | 59486 | 59194 | RACHES |
| 59408 | 59283 | MONCHEAUX | 59488 | 59554 | RAILLENCOURT STE OLLE |
| 59409 | 59234 | MONCHECOURT | 59489 | 59283 | RAIMBEAUCOURT |
| 59411 | 59246 | MONS EN PEVELE | 59491 | 59590 | RAISMES |
| 59412 | 59360 | MONTAY | 59492 | 59161 | RAMILLIES |
| 59413 | 59225 | MONTIGNY EN CAMBRESIS | 59494 | 59530 | RAUCOURT AU BOIS |
| 59414 | 59182 | MONTIGNY EN OSTREVENT | 59495 | 59245 | RECQUIGNIES |

| | | | | | |
|-------|-------|-------------------------|-------|-------|------------------------|
| 59498 | 59980 | REUMONT | 59574 | 59490 | SOMAIN |
| 59500 | 59159 | RIBECOURT LA TOUR | 59575 | 59213 | SOMMAING |
| 59501 | 59870 | RIEULAY | 59584 | 59570 | TAISNIERES SUR HON |
| 59502 | 59277 | RIEUX EN CAMBRESIS | 59586 | 59242 | TEMPLEUVE |
| 59503 | 59550 | ROBERSART | 59589 | 59224 | THIANT |
| 59504 | 59172 | ROEULX | 59591 | 59163 | THIVENCELLE |
| 59505 | 59990 | ROMBIES ET MARCHIPONT | 59592 | 59239 | THUMERIES |
| 59506 | 59730 | ROMERIES | 59593 | 59141 | THUN L EVEQUE |
| 59509 | 59286 | ROOST WARENDIN | 59594 | 59158 | THUN ST AMAND |
| 59511 | 59230 | ROSULT | 59595 | 59141 | THUN ST MARTIN |
| 59513 | 59169 | ROUCOURT | 59596 | 59870 | TILLOY LEZ MARCHIENNES |
| 59514 | 59131 | ROUSIES | 59597 | 59554 | TILLOY LEZ CAMBRAI |
| 59515 | 59220 | ROUVIGNIES | 59600 | 59551 | TOURMIGNIES |
| 59517 | 59258 | LES RUES DES VIGNES | 59601 | 59132 | TRELON |
| 59518 | 59530 | RUESNES | 59603 | 59125 | TRITH ST LEGER |
| 59519 | 59226 | RUMEGIES | 59604 | 59980 | TROISVILLES |
| 59520 | 59281 | RUMILLY EN CAMBRESIS | 59606 | 59300 | VALENCIENNES |
| 59521 | 59554 | SAILLY LEZ CAMBRAI | 59607 | 59218 | VENDEGIES AU BOIS |
| 59524 | 59184 | SAINGHIN EN WEPPE | 59608 | 59213 | VENDEGIES SUR ECAILLON |
| 59525 | 59177 | SAINS DU NORD | 59610 | 59227 | VERCHAIN MAUGRE |
| 59526 | 59230 | ST AMAND LES EAUX | 59612 | 59730 | VERTAIN |
| 59528 | 59188 | ST AUBERT | 59613 | 59970 | VICQ |
| 59530 | 59163 | ST AYBERT | 59614 | 59271 | VIESLY |
| 59531 | 59360 | ST BENIN | 59616 | 59690 | VIEUX CONDE |
| 59533 | 59292 | ST HILAIRE LEZ CAMBRAI | 59617 | 59138 | VIEUX MESNIL |
| 59534 | 59440 | ST HILAIRE SUR HELPE | 59618 | 59600 | VIEUX RENG |
| 59537 | 59213 | ST MARTIN SUR ECAILLON | 59619 | 59530 | VILLEREAU |
| 59541 | 59730 | ST PYTHON | 59620 | 59234 | VILLERS AU TERTRE |
| 59543 | 59330 | ST REMY DU NORD | 59622 | 59188 | VILLERS EN CAUCHIES |
| 59544 | 59880 | ST SAULVE | 59623 | 59297 | VILLERS GUISLAIN |
| 59545 | 59360 | ST SOUPLET | 59624 | 59142 | VILLERS OUTREAUX |
| 59547 | 59188 | ST VAAST EN CAMBRESIS | 59626 | 59530 | VILLERS POL |
| 59548 | 59570 | ST VAAST | 59627 | 59600 | VILLERS SIRE NICOLE |
| 59549 | 59218 | SALESCHES | 59629 | 59870 | VRED |
| 59550 | 59496 | SALOME | 59630 | 59261 | WAHAGNIES |
| 59551 | 59310 | SAMEON | 59631 | 59127 | WALINCOURT SELVIGNY |
| 59552 | 59268 | SANCOURT | 59632 | 59135 | WALLERS |
| 59554 | 59230 | SARS ET ROSIERES | 59635 | 59400 | WAMBAIX |
| 59555 | 59216 | SARS POTERIES | 59637 | 59870 | WANDIGNIES HAMAGE |
| 59557 | 59990 | SAULTAIN | 59639 | 59144 | WARGNIES LE GRAND |
| 59558 | 59227 | SAULZOIR | 59640 | 59144 | WARGNIES LE PETIT |
| 59559 | 59990 | SEBOURG | 59642 | 59870 | WARLAING |
| 59562 | 59440 | SEMERIES | 59645 | 59252 | WASNES AU BAC |
| 59563 | 59440 | SEMOUSIES | 59651 | 59220 | WAVRECHAIN SOUS DENAIN |
| 59564 | 59174 | LA SENTINELLE | 59652 | 59111 | WAVRECHAIN SOUS FAULX |
| 59565 | 59269 | SEPMERIES | 59653 | 59136 | WAVRIN |
| 59567 | 59400 | SERANVILLERS FORENVILLE | 59654 | 59119 | WAZIERS |
| 59569 | 59450 | SIN LE NOBLE | 59659 | 59212 | WIGNEHIES |
| 59571 | 59730 | SOLESMES | 59661 | 59740 | WILLIES |
| 59572 | 59740 | SOLRE LE CHATEAU | 59670 | 59272 | DON |


Annexe 3 : Présentation des différents types d'organes de coupure et des dispositifs de condamnation en service sur le territoire de la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF

DISPOSITIF DE CONDAMNATION



Présentation des différents types d'organe de coupure

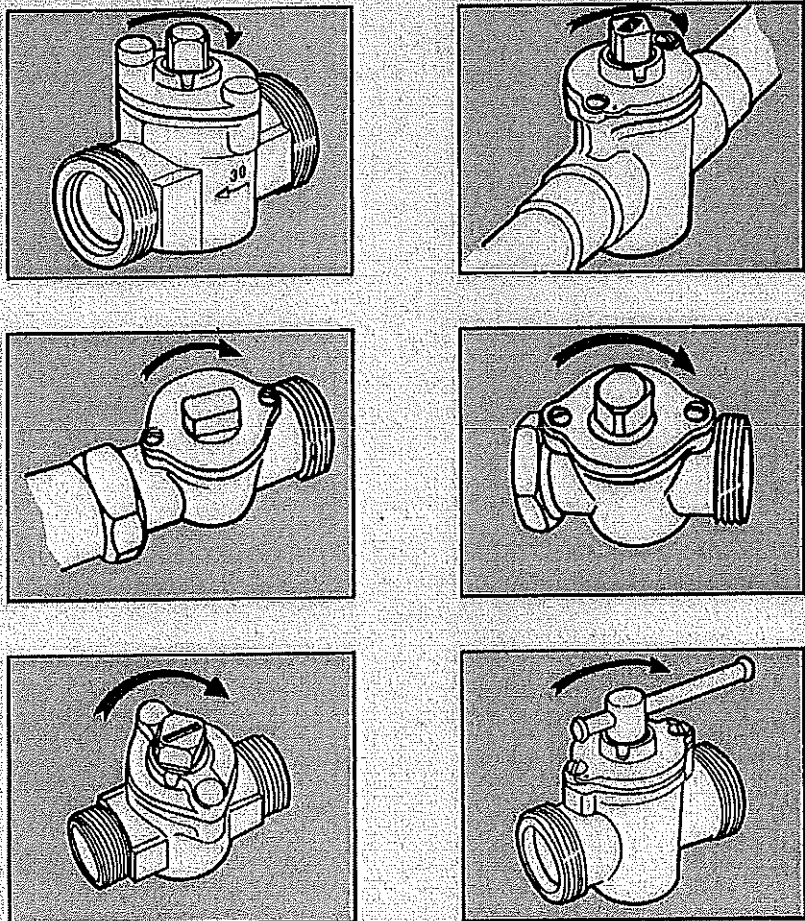
ROBINETS Basse Pression :

 **ROBINETS** ^{Bi}

EN ELEVATION

DIFFERENTS TYPES

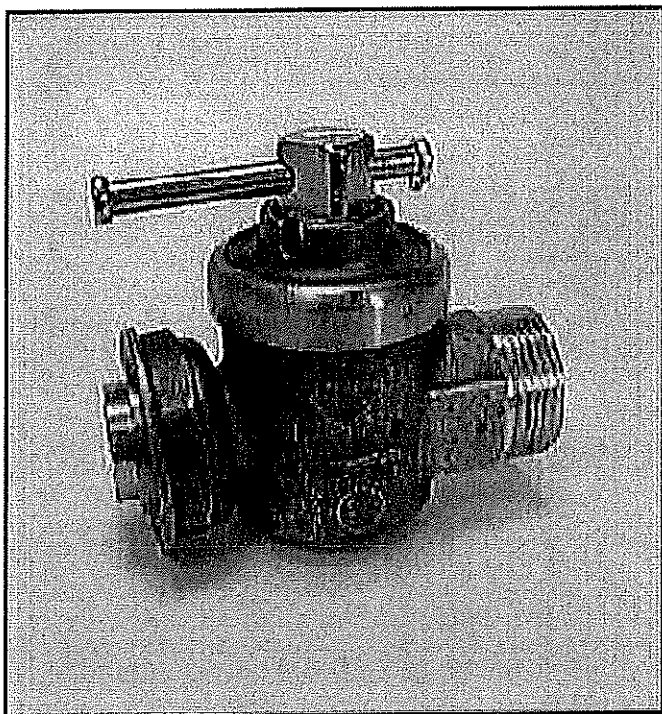
Robinetts 1/4 de tour situés à l'extérieur en élévation en domaine public ou en domaine privé.



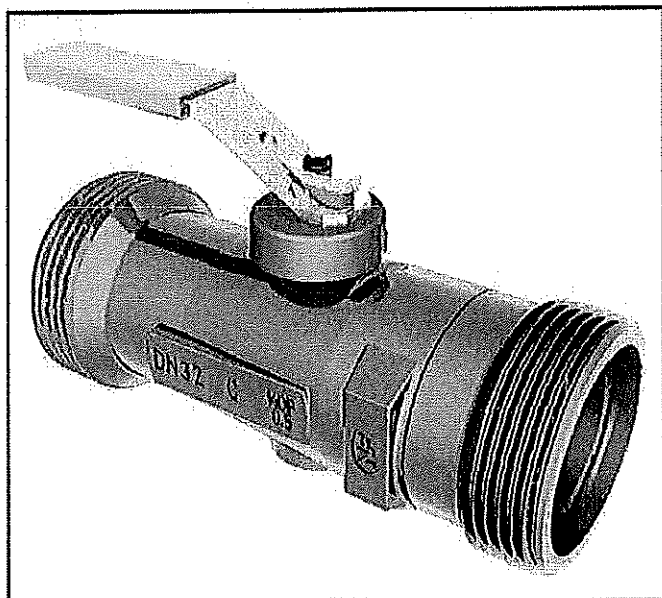
SENS DE FERMETURE :
1/4 de tour à droite.

ROBINETS Basse Pression :

Robinet de compteur type D (DN20, DN32, DN50) situation hors sol

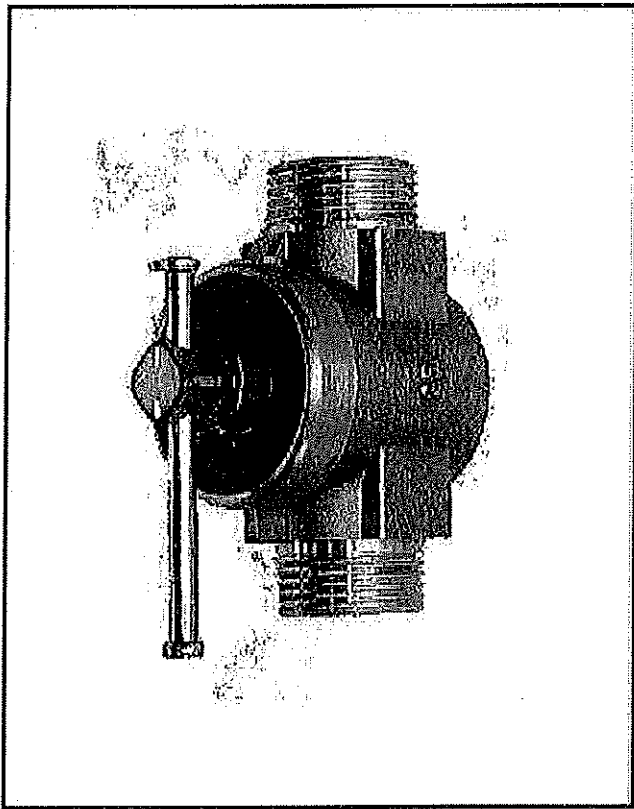


Robinet de type C (DN25, DN32, DN50) situation hors sol

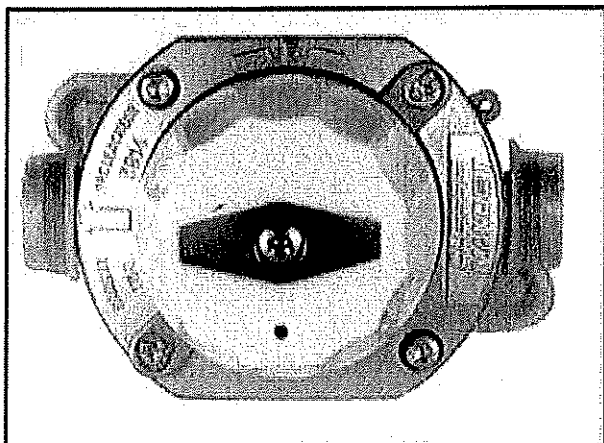


ROBINETS Basse Pression :

Robinet de type CM 25 situation hors sol



Robinet déclencheur pour forfait cuisine (en gaine technique sans compteur)





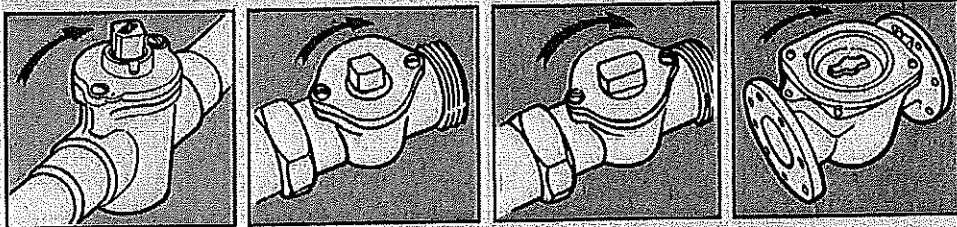
ROBINETS

A1

EXTERIEURS ENTERRES

TYPE ET COMMANDE

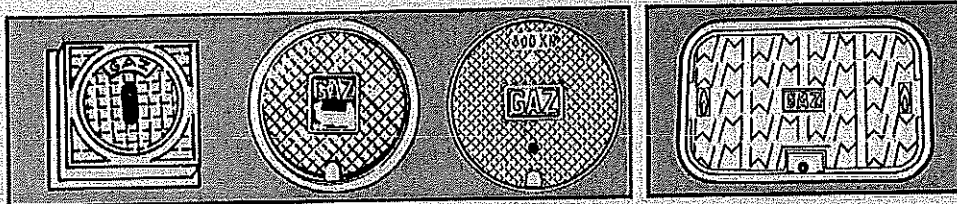
SENS DE FERMETURE : 1/4 de tour à droite.



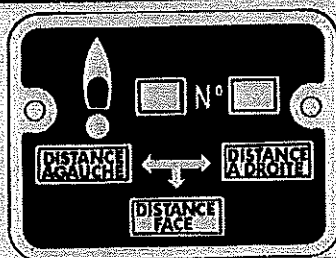
COUVERCLES DES REGARDS

Sous regard fonte rond ou carré.

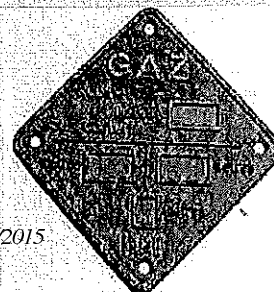
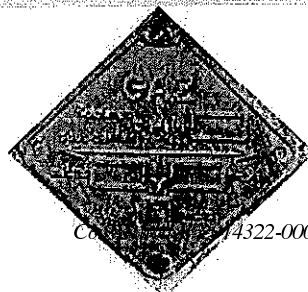
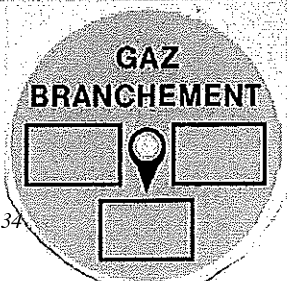
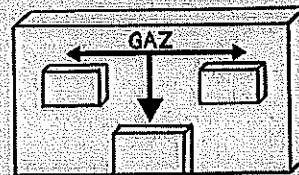
Regard rectangulaire avec robinet et détente intérieure.



SIGNALISATION MURALE DES REGARDS

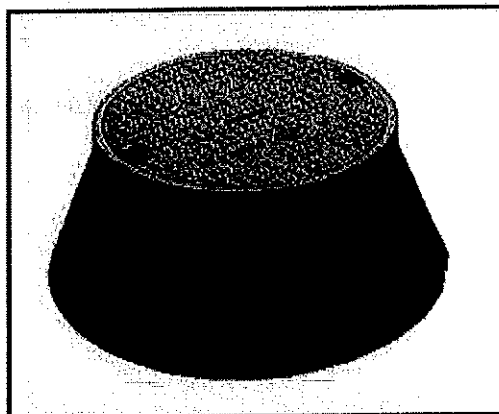
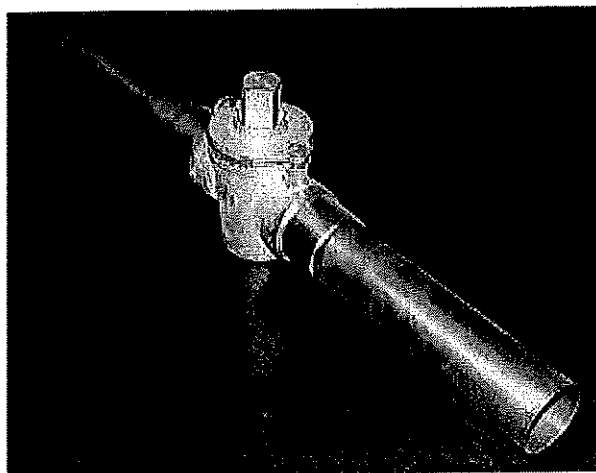


Sauf dans le cas de vitrines, la présence d'un branchement gaz est généralement signalée au moyen d'une plaque repère ronde ou rectangulaire apposée sur le mur au droit ou à proximité du regard.

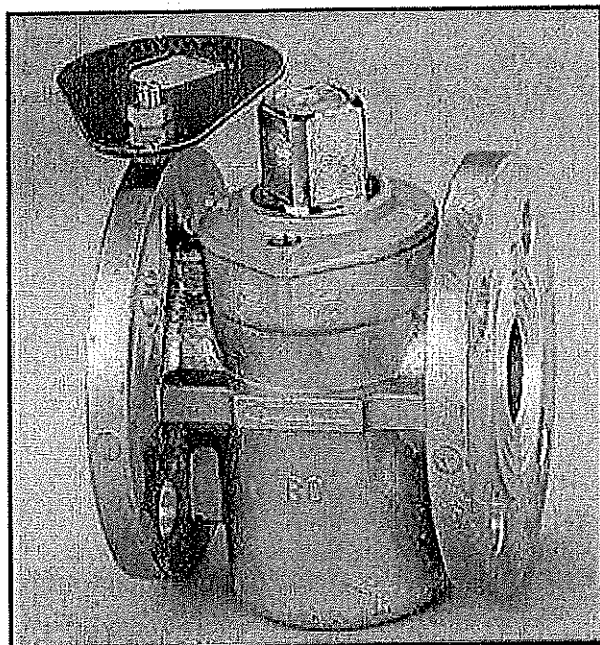


ROBINETS Basse Pression :

Robinet de type M (manchette avec robinet enterré sous regard type N2)

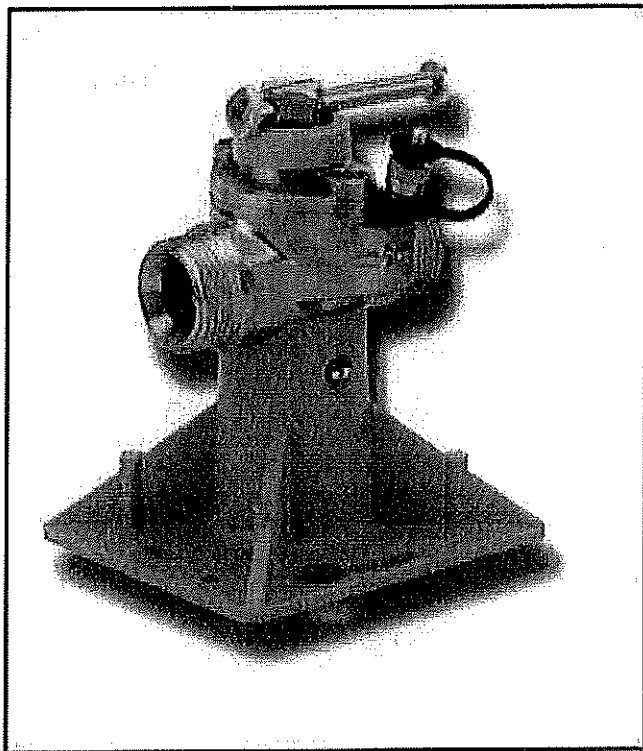


Robinet RDBP (robinet déclencheur basse pression) (DN32, DN50) en coffret enterré ou coffret hors sol

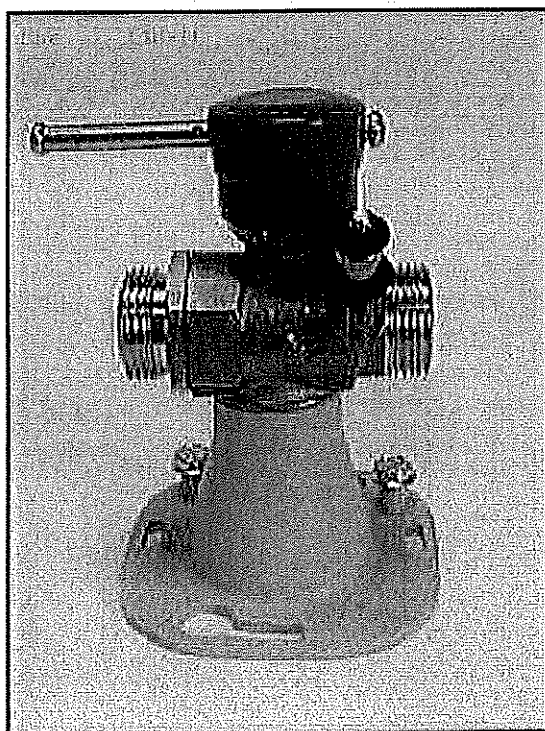


ROBINETS Moyenne Pression : En coffret enterré ou hors sol

Robinet de branchement individuel de type E (DN15, DN25, DN32)

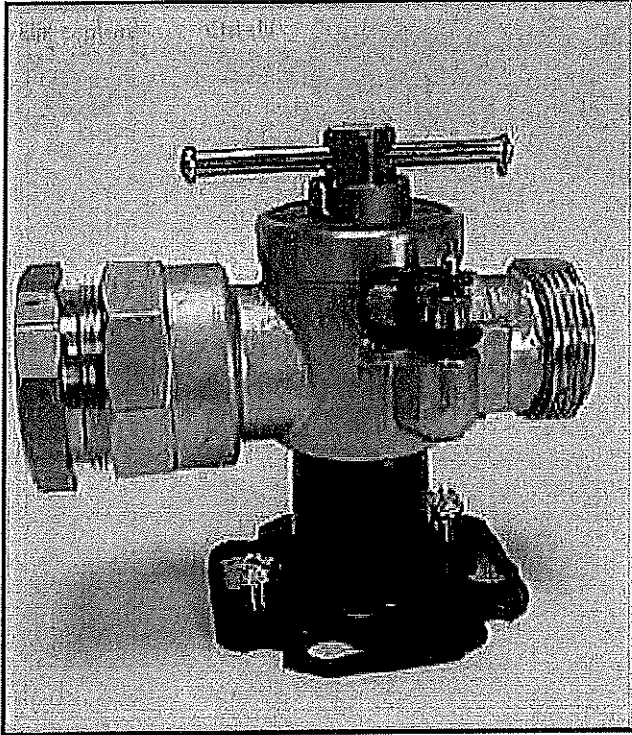


Robinet de branchement de type EA (dit ¼ de tour sécurité avec verrouillage automatique après fermeture) (DN15, DN25, DN32) pour branchement type collectif ou ERP

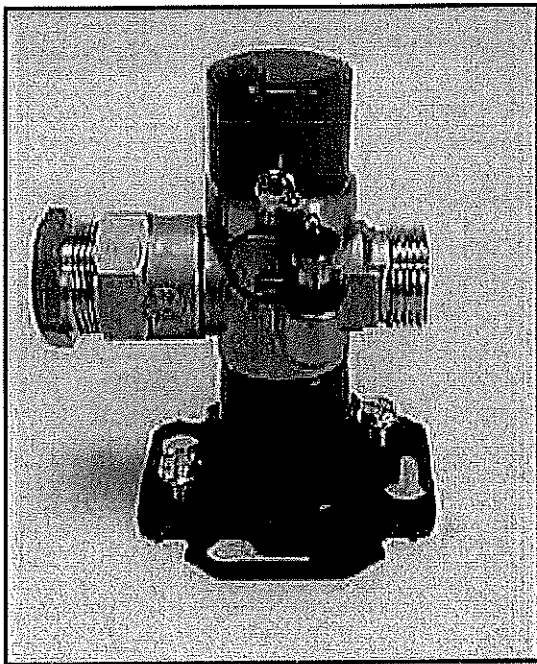


ROBINETS Moyenne Pression : En coffret enterré ou hors sol

Robinet de branchement individuel de type E1 (DN15, DN25, DN32)

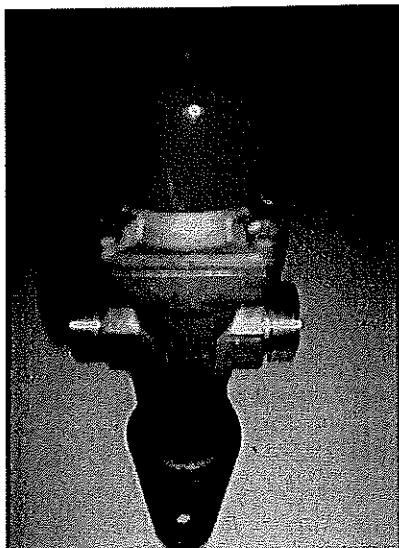


Robinet de branchement de type E1A (dit ¼ de tour sécurité avec verrouillage automatique après fermeture) (DN15, DN25, DN32) pour branchement type collectif ou ERP



ROBINETS Moyenne Pression : En coffret hors sol

Robinet de type FA (coup de poing)



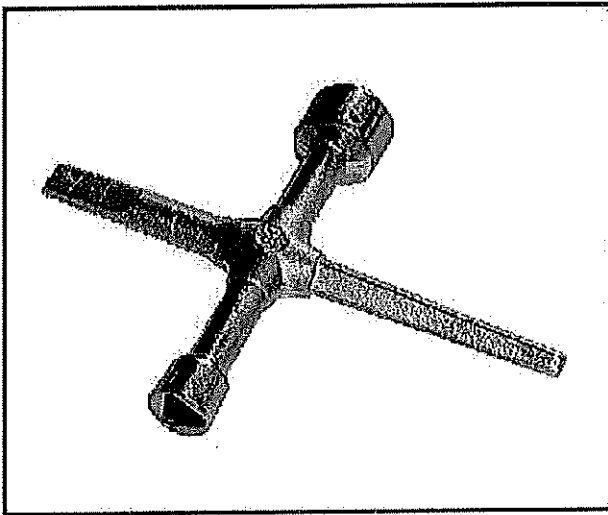
Annexe 4 : Liste des clés de manœuvres.

CLES DE MANŒUVRE

Pour robinet hors sol

Article: 8433562

Clé quadruple, Méplat de 5x10, triangle femelle, carré pyramidal de 5,5 à 8,2, carré femelle de 14



Ou équivalent en plastique.

Annexe 5 : Actions " sapeurs-pompiers " attendues lors du déclenchement du plan ORIGAZ

Dans le but de mieux coordonner l'action du SDIS et de GrDF dans le cadre du déclenchement du plan ORIGAZ propre à GrDF il est convenu les actions suivantes :

1) Dans le cadre des actions de formation réciproques (article 5 de la présente convention)

GrDF assure une information à la maille départementale sur le plan ORIGAZ qui comprend a minima les éléments suivants :

- But du plan ORIGAZ
- Cas où GrDF est amené à déclencher le plan ORIGAZ
- Organisation et mise en œuvre
- ...

2) Dans le cas du déclenchement du plan ORIGAZ :

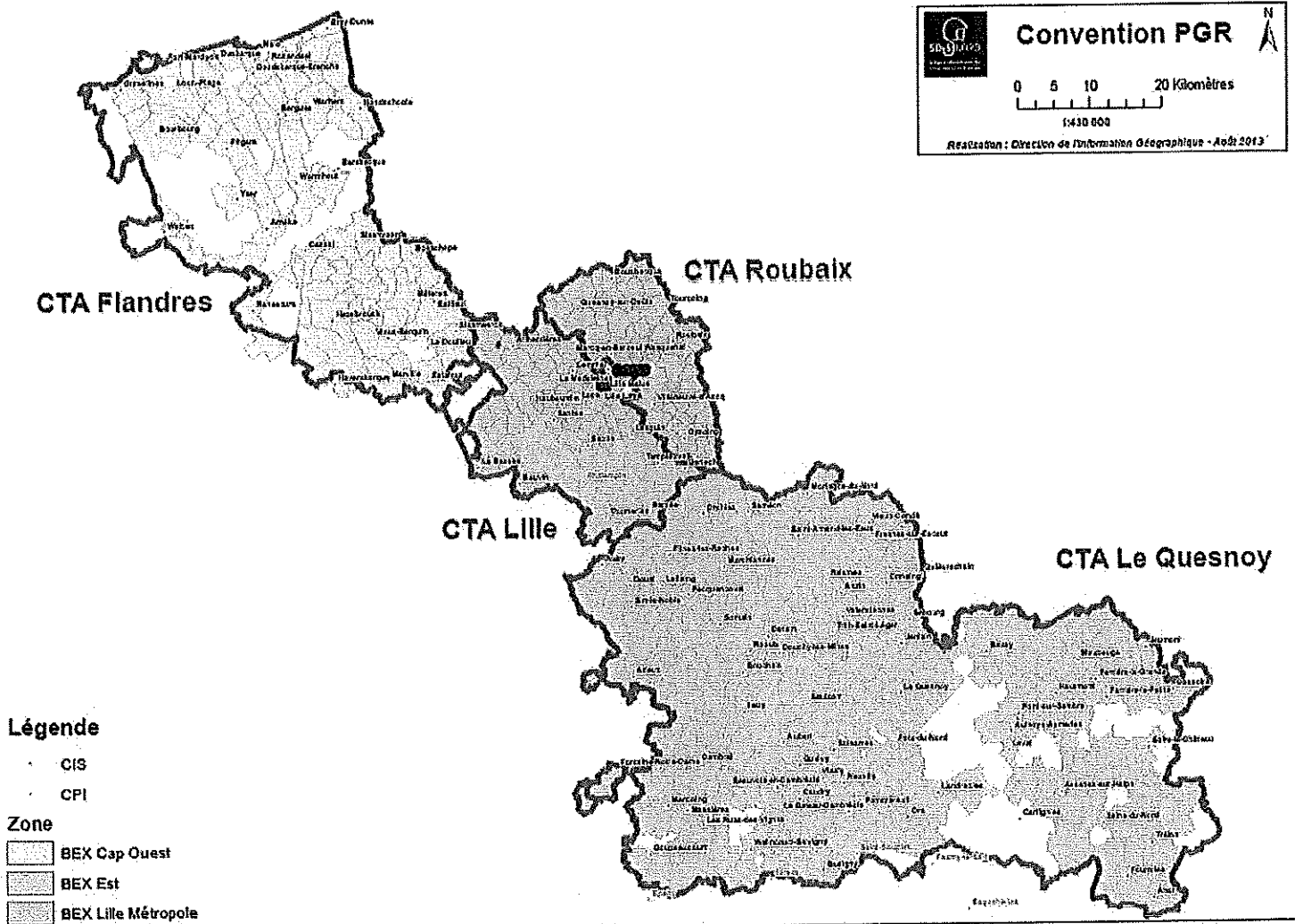
Information systématique de GrDF vers le SDIS lors du déclenchement :

- Nature de l'incident
- Zone touchée par l'incident
- Durée prévisible avant le rétablissement des conditions normales d'exploitation.

Besoins spécifiques éventuels attendus du SDIS

- Utilisation des moyens de diffusion de message d'alerte
(Exemples : Voitures avec haut parleur pour diffuser des messages de GrDF, ou mise en place de poste de commandement opérationnel de gestion de la crise)
- Aide des sapeurs pompiers pour accéder aux ouvrages de GrDF, notamment si des investigations en immeubles sont nécessaires
(Exemples : suppression dans le réseau ou recherche de fuite en immeuble)
- Autres besoins spécifiques liés au contexte local (à négocier entre GrDF et le SDIS), étant entendu que chacune des deux entités garde l'entière responsabilité de ses missions propres.

Annexe 6 : Liste des centres d'incendie et de secours pouvant opérer sur le territoire de la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF



Annexe 7 : Equipements de Protection Individuelle des entreprises de terrassement intervenant pour le compte de GrDF

Le personnel des entreprises de terrassement intervenant dans le périmètre de sécurité doit être doté de vêtements de travail couvrant l'ensemble du corps. Ces vêtements doivent être :

- Non propagateurs de la flamme selon la norme EN 14116 indice 3 « Vêtement de protection contre la chaleur et la flamme – Propagation limitée de la flamme » ;
- Protectors contre la flamme et la chaleur selon la norme EN 11612 indices A B1 C1 «Vêtement de protection contre la chaleur et la flamme» ;
- Antistatiques selon la norme EN1149-5 « Vêtements de protection à propriétés électrostatiques ».

Ces EPI spécifiques sont les suivants :

- Une cagoule de protection contre le feu conforme à la norme EN 13911 « Exigences et méthodes d'essais pour les cagoules de protection contre le feu pour les sapeurs pompiers » ;
- Des gants en cuir avec manchettes longues ;
- Un casque type F1 conforme à la norme EN 443 « Casque pour la lutte contre les incendies dans les bâtiments et autres structures » ;
- Des protecteurs individuels contre le bruit (PCIB) ayant un SNR de 30 dB a minima ;
- Des chaussures de sécurité montantes.
- l'appareil de protection respiratoire isolant à adduction à air libre conforme à la norme EN 138 sera, si nécessaire, mis à disposition de votre entreprise, par le représentant de GrDF présent sur place.

Annexe 8 : Entraînement conjoint SDIS – GrDF

1. Préambule :

Dans le cadre du paragraphe 8-1 de la convention de partenariat entre la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF et le SDIS, cette annexe a pour but de rappeler aux deux parties les attendus en matière de gestion des incidents gaz en mettant en œuvre conjointement des séances d'entraînement, à rythmes définis. Cet entraînement conjoint, basé essentiellement sur la pratique, doit permettre à GrDF et au SDIS de travailler ensemble sur des scénarios d'intervention nécessitant la présence de chacun afin de pouvoir s'intégrer dans un dispositif opérationnel.

2. Objectifs pour la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF :

Il est précisé que ces séances d'entraînement conjoint se déroulent sur le(s) plateau(x) technique(s) de la région afin de réunir des techniciens d'intervention gaz et des sapeurs pompiers sur des simulations d'incident impliquant les deux parties. Les scénarios sont montés en relation avec Energy-Formation afin de garantir le perfectionnement attendu et la validation des acquis. Les savoirs et les savoir-faire sont partagés. Les rôles de chacun sont précisés notamment celui de l'ATCE et du COS. La formation est essentiellement basée sur la pratique et doit permettre aux gaziers et aux sapeurs pompiers de « savoir » travailler ensemble lors d'incident.

3. Objectifs pour le SDIS :

Réunir des opérateurs « Gaz » et des sapeurs pompiers afin de partager les savoirs et savoir faire dans ce domaine. Des rappels théoriques sur les réseaux, les matériels et les retours d'expériences sont réalisés par un formateur de la DR de GrDF et un formateur sapeur pompiers avant de manœuvrer sur l'un des plateaux techniques.

Cette formation constitue pour les sapeurs pompiers une session de formation de maintien et de perfectionnement des acquis sur les risques présentés par le gaz naturel. Cela permet aux chefs d'agrès du grade d'adjudant volontaires ou professionnels de perfectionner leurs connaissances dans ce domaine et de manœuvrer dans des conditions se rapprochant de la réalité du terrain.

4. Rythmes des formations :

En fonction des besoins réciproques, les dates des formations seront définies l'année N-1. Ces recyclages, réalisés en équipe naturelle de travail, associent les pompiers le dernier jour.

5. Nombre de participants par formation :

GrDF forme 10 agents par recyclage.

Le SDIS met à disposition 12 sapeurs pompiers.

L'animation est tripartite entre Energy-Formation de GDF-Suez, GrDF et SDIS concerné

Annexe 9 : Formation des sapeurs pompiers au risque gaz

1. Préambule :

Dans le cadre du paragraphe 8-1 de la convention de partenariat entre la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF et le SDIS, cette annexe a pour but de préciser les modalités inhérentes à la formation initiale ou l'adaptation à l'emploi de chef d'agrès des sapeurs pompiers, concernant le risque Gaz. Une partie théorique de la formation sera réalisée au sein du centre de secours supportant la formation et la partie pratique sur l'un des plateaux techniques de la région. L'animation est conjointe entre GrDF et SDIS.

2. Objectifs pour la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF :

Participer à la formation au risque gaz des sapeurs pompiers.

3. Objectifs pour le SDIS :

Former les agents dans le cadre de :

Formation initiale sapeur pompier professionnel (SPP).

Formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès (SPP, SPV).

4. Rythmes des formations :

En fonction des besoins, les dates des formations seront définies l'année N-1. Ces formations pratiques comporteront l'intervention d'un salarié de la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF pendant une demi-journée.

5. Autres besoins :

Au cours de l'année, il est possible de solliciter des moyens sapeurs pompiers ou la Direction réseaux Nord-Ouest de GrDF pour des formations particulières, non prévues dans ces annexes. Elles feront l'objet d'une approbation préalable réciproque.



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0013

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant renouvellement de l'agrément
de l'accord d'entreprise 2014/2017 pour
l'entreprise AUCHAN d'une période de 4 ans



PRÉFET DU NORD

Arrêté

Portant renouvellement de l'agrément de l'accord d'entreprise
2014/2017 pour l'entreprise AUCHAN
d'une période de 4 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD

Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI), émis le 9 septembre 2014 avec la réserve suivante :
« l'entreprise devra mettre en place un suivi pour les établissements dont le taux d'emploi reste inférieur à 4,5% en précisant les indicateurs de suivi pour chaque plan d'actions déployé et communiquer annuellement à la commission ces informations avec un bilan d'étape annuel sur les actions entreprises et sur l'évolution globale de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés avec en particulier, un focus sur l'évolution des établissements précités »

ARRÊTE :

Article 1er : L' accord d'entreprise conclu le 8 juillet 2014 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre AUCHAN et les organisations syndicales signataires CFTC, FGTA-FO et SEGA-CFE/CGC est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2017.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale de la DIRECCTE du Nord-Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police.

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille

Bruno DROLEZ



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0014

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant agrément de l'accord
d'entreprise 2013/2015 pour l'entreprise
CYRILLUS d'une période de 3 ans



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Arrêté

portant agrément de l'accord d'entreprise 2013/2015
pour l'entreprise CYRILLUS
d'une période de 3 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI) , émis le 19 décembre 2013 avec la réserve suivante : que l'objectif du taux d'emploi fixé à 1,83 % soit dépassé.

ARRÊTE :

Article 1er : L' accord d'entreprise conclu le 6 décembre 2012 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre VBMAG dont le siège social est à Tourcoing et les organisations syndicales signataires , CFE-CGC, UNSA et CFTC , est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale de la DIRECCTE du Nord-Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police .

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille

Bruno DROLEX



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0015

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant sur le renouvellement de l'agrément de l'accord de groupe 2014/2016 pour le groupe OXYLANE DECATHLON d'une période de 3 ans



PRÉFET DU NORD

Arrêté
portant sur le renouvellement de l'agrément
de l'accord de groupe 2014/2016 pour le groupe
OXYLANE DECATHLON
d'une période de 3 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI), émis le 14 avril 2014 avec la réserve suivante : effectuer les aménagements de poste aussi dès l'embauche et augmenter le taux d'emploi des services centraux.

ARRÊTE :

Article 1er : L'accord de groupe conclu le 11 octobre 2013 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre le groupe OXYLANE DECATHLON et les organisations syndicales signataires, SNAD-UNSA, CFTC et CGT est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille de la DIRECCTE est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police.

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par Délégation
Le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille

Bruno DROLEZ

Arrêté N°2014346-0015 - 28/01/2015



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0016

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant sur le renouvellement de l'agrément de l'accord d'entreprise 2014/2017 pour les BOULANGERIES PAUL d'une période de 4 ans



PRÉFET DU NORD

Arrêté

Portant sur le renouvellement de l'agrément de
l'accord d'entreprise 2014/2017 pour les BOULANGERIES PAUL
d'une période de 4 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18 relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI) émis le 14 avril 2014

ARRÊTE :

Article 1er : L' accord d'entreprise conclu le 21 février 2014 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre l'entreprise BOULANGERIES PAUL et les organisations syndicales signataires , FO et CFDT, est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2017

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille de la DIRECCTE est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police .

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille


Bruno DROLEZ



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0017

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant agrément de l'accord
d'entreprise 2014/2016 pour l'Unité
Economique et Sociale (UES) HAPPYCHIC
d'une période de 3 ans



PRÉFET DU NORD

Arrêté

Portant agrément de l'accord d'entreprise 2014/2016
pour l'Unité Economique et Sociale (UES) HAPPYCHIC
d'une période de 3 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI), émis le 9 septembre 2014

ARRÊTE :

Article 1er : L'accord d'entreprise (UES) conclu le 22 mai 2014 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre l'UES HAPPYCHIC et les organisations syndicales signataires ,CGT, FO et CFDT , est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale de la DIRECCTE du Nord-Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police.

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille


Bruno DROLEZ



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014346-0018

**signé par
Bruno DROLEZ, directeur de l'UT Nord- Lille**

le 12 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant agrément de l'accord
d'entreprise 2013/2015 pour l'entreprise
VBMAG d'une période de 3 ans



PRÉFET DU NORD

Arrêté

portant agrément de l'accord d'entreprise 2013/2015
pour l'entreprise VBMAG
d'une période de 3 ans

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18, relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI), émis le 19 décembre 2013 avec réserve suivante : que l'objectif du taux d'emploi fixé à 1,44% soit dépassé.

ARRÊTE :

Article 1er : L'accord d'entreprise conclu le 11 décembre 2013 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre VBMAG et les organisations syndicales signataires, CGT et CFTC, est agréé pour la durée prévue de son application, soit du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale de la DIRECCTE du Nord-Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police.

Fait à Lille, le 12/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille

Bruno DROLEZ



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014351-0010

signé par
Bruno DROLEZ, directeur régional adjoint, responsable de l'UT du Nord- Lille

le 17 Décembre 2014

**R_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation,
Unité territoriale de la DIRRECTE Nord- Lille**

Arrêté portant renouvellement de l'agrément
de l'accord d'entreprise 2013/2015 pour la SAS
Supermarchés MATCH d'une période de 2
ans 2014/2015



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Arrêté

Portant renouvellement de l'agrément de l'accord d'entreprise 2013/2015 pour la SAS Supermarchés MATCH d'une période de 2 ans 2014/2015

LE PREFET DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS
PREFET DU NORD

Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code du travail et notamment ses articles L 5212-8, R 5212-15, R 5212-16, R 5212-17 et R 5212-18 relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-16 du 27 mai 2009 relative à l'évaluation des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement sur l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés conclus dans le cadre de l'article L 5212-8 du code du travail.

Vu l'avis favorable de la « formation emploi » de la Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion du Nord (CODEI), émis le 16 décembre 2014 avec la réserve suivante : établir un état des lieux permettant de mieux analyser la situation de l'emploi au regard des postes et affiner ainsi la stratégie d'emploi des travailleurs handicapés et les plans d'actions. Cet état des lieux devra être communiqué à l'Administration.

ARRÊTE :

Article 1er : L' accord d'entreprise conclu le 25 août 2014 pour 3 ans du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2015 dans le cadre des dispositions de la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987, en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés entre supermarchés MATCH dont le siège social est à La Madeleine (59) et les organisations syndicales signataires, Agir autrement, CFE-CGC, CFDT, CGT est agréé uniquement pour 2 ans soit la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2015 compte tenu de la date de signature de l'accord.

Article 2 : Le Directeur de l'Unité territoriale de la DIRECCTE du Nord-Lille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de Police.

Fait à Lille, le 17/12/2014

P/Le Préfet de la Région du Nord Pas de Calais,
le Préfet du Nord
par délégation,
le Directeur de l'Unité territoriale du Nord-Lille

Bruno DROLEZ